

# **SALARIE DE LA BRANCHE DES TELECOMMUNICATIONS 3 OUTILS AU SERVICE DE MA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Ce livret, élaboré paritairement par la **Commission Paritaire Nationale** pour l'**Emploi** des Télécommunications, a pour objet de vous donner, en tant que salarié de la branche des télécommunications, des **informations claires et pratiques sur certains des outils dont vous disposez en matière de formation professionnelle**.

En effet, un Accord de branche sur la formation professionnelle dans les télécommunications a été signé le 7 juillet 2020, adaptant pour les salariés et les entreprises du secteur le nouveau cadre posé par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Vous avez principalement accès à la formation professionnelle, sur décision de votre employeur, dans le cadre du plan de développement de compétences, ou, à votre initiative, dans le cadre de votre compte personnel de formation (CPF).

Vous pouvez en outre et à votre initiative bénéficier du conseil en évolution professionnelle (CEP) afin de faire le point sur votre situation professionnelle, et vous bénéficiez périodiquement d'entretiens professionnels réalisés par votre entreprise et consacré à vos perspectives d'évolution professionnelle.

Vous trouverez dans ce livret des informations pratiques sur :

- **Le CPF (Compte Personnel de Formation),**
- **Le CEP (Conseil en Evolution Professionnelle),**
- **L'entretien professionnel.**





# **I. Le CPF**

# **Compte Personnel de Formation**



Qu'est-ce que  
le CPF et  
comment ça  
marche ?

Le CPF succède au DIF (Droit Individuel à la Formation). Il favorise votre accès à la formation et sécurise votre parcours professionnel.

Pour en bénéficier, vous devez ouvrir un compte sur la plateforme dédiée [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr)

Une application mobile « Mon Compte Formation », développée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) vous permet alors de commander directement une action de formation sans passer par l'OPCO (Opérateur de Compétences) AFDAS.

Les frais pédagogiques afférents à cette formation sont pris en charge par la CDC en fonction de vos droits acquis et des éventuels abondements portés sur votre compte (cf. infra page 6).

Les frais pédagogiques qui ne pourraient pas être financés par les droits mobilisés au titre du CPF, ainsi que les frais annexes (transport, repas, hébergement), ne sont pas pris en charge par la CDC mais peuvent faire l'objet d'un cofinancement par l'entreprise ou Pôle emploi.



Quelles sont  
les formations  
éligibles ?

Le CPF ne peut être mobilisé que pour certaines actions, consultables sur [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr).

Actuellement (à la date de signature de l'Accord du 7 juillet 2020) et dans la branche des Télécoms, il s'agit des formations suivantes :

- Les certifications professionnelles enregistrées sur le RNCP (Répertoire National Des Certifications Professionnelles) ou au répertoire spécifique,
- Les attestations de validation de blocs de compétences,
- Les actions permettant de faire valider son expérience (Validation des Acquis de l'Expérience),
- Les bilans de compétences,
- La préparation de l'épreuve du permis de conduire dans le cadre d'un projet professionnel,
- Les formations d'accompagnement et de conseil aux créateurs ou repreneurs d'entreprise,
- Les actions de formation aux bénévoles, aux volontaires et aux sapeurs-pompiers volontaires (selon les droits acquis sur le Compte Engagement Citoyen).



Comment est  
alimenté votre  
CPF ?

Votre compte est alimenté annuellement en euros :

- **500 euros par an** jusqu'à un **plafond de 5.000 euros** si vous êtes à temps plein (ou si vous travaillez au moins à 50%) ; au prorata si vous êtes à moins de 50%, avec le même plafond,
- **800 euros par an** si vous avez un niveau CAP/BEP ou si vous êtes en situation de handicap, jusqu'à un **plafond de 8.000 euros**,
- Rappel : si vous avez encore des **heures de DIF non utilisées**, vous devez les convertir en euros (15€ / heure) sur votre compte **avant le 30 juin 2021**. A défaut, elles seront perdues. Pensez à joindre une attestation de votre employeur mentionnant vos heures de DIF.





Abondement de  
votre CPF par  
l'entreprise ?

Si le coût de la formation envisagée est supérieur au montant des droits inscrits sur votre compte ou aux plafonds d'utilisation, le compte peut faire l'objet, à votre demande, d'un **abondement complémentaire** par votre employeur dans les conditions suivantes :

Si votre projet professionnel s'inscrit dans les **orientations stratégiques de votre entreprise et ses enjeux de développement**, vous pouvez proposer à votre employeur de cofinancer le montant des coûts pédagogiques de la formation qu'il aura validée, au minimum à hauteur du montant mobilisé par vous avec votre compte CPF (l'ensemble de votre crédit doit dans ce cas être mobilisé), et ce dans la limite du coût total de la formation.

*Par exemple : formations sur les métiers en tension, les métiers de demain, tels que ceux liés à la sécurité des réseaux, à l'exploitation des data, à l'intelligence artificielle, au développement informatique, etc...*



Mobilisation de mon  
CPF : en dehors de  
mon temps de travail  
ou sur mon temps de  
travail ?

- Les formations financées dans le cadre de votre CPF **ne sont pas soumises à l'accord de votre employeur dès lors qu'elles sont suivies hors temps de travail** ;
- Si ces formations sont suivies **en tout ou partie pendant le temps de travail**, vous devez adresser une **demande d'autorisation d'absence** à votre employeur au moins 120 jours avant le début de la formation lorsqu'elle est supérieure à 6 mois, et au moins 60 jours avant le début de la formation lorsqu'elle est inférieure à 6 mois.
- Votre employeur dispose d'un **délai de 30 jours calendaires pour notifier sa réponse**. En cas d'acceptation, notamment dans le cadre de la co-construction d'un parcours de formation, la rémunération est maintenue par l'employeur.





Qu'est-ce que  
le CPF de  
transition ?

Le CPF de transition vous permet de mobiliser votre compte afin d'**effectuer une formation éligible au CPF pour changer de métier ou de profession**.

Il vient remplacer l'ancien CIF (Congé Individuel de Formation).

Vous pouvez être guidé dans le choix de votre formation par le CEP (Conseil en Evolution Professionnelle), voir ci-après.

Un positionnement préalable à l'action de formation doit être établi par l'organisme de formation.

Pour mobiliser votre CPF en vue d'effectuer ce projet de transition professionnelle, vous devez justifier de 24 mois d'ancienneté consécutifs ou non, dont 12 mois dans l'entreprise.

Vous devez dans ce cas adresser votre **demande de congé à votre employeur**, par écrit, 120 jours au moins avant le début de la formation lorsqu'elle comporte une interruption de travail d'au moins 6 mois, et 60 jours avant le début de la formation si elle est inférieure à 6 mois ou s'il s'agit d'une action de formation à temps partiel quelle que soit sa durée.

Votre employeur vous informe de **sa réponse par écrit dans un délai de 30 jours** suivant la réception de la demande. Il doit indiquer les raisons motivant le rejet ou le report de la demande.

**Le projet est ensuite soumis pour validation et financement à la Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale (CPIR)**. Cette dernière mobilise prioritairement les droits inscrits sur votre CPF et prend en charge les frais pédagogiques liés à la réalisation de l'action, les frais annexes (transport, repas et hébergement) et votre rémunération (dans les conditions prévues par décret).

Vous devrez chaque mois remettre à votre employeur ou à la CPIR les justificatifs de votre assiduité.



## **II. Le CEP**

# **Conseil en Evolution Professionnelle**



Qu'est-ce que  
le CEP ?

C'est un processus d'appui destiné à tout actif, quel que soit son statut, pour **faire le point sur sa situation professionnelle et, le cas échéant, élaborer et formaliser un projet d'évolution professionnelle.**

Comment ça  
marche ?

Tout salarié peut, de sa propre initiative et sans accord de l'employeur, bénéficier du CEP. Totalemment **gratuit pour le salarié**, ce service est dispensé par des opérateurs agréés par France Compétences et extérieurs à l'entreprise : Réseaux Cap'Emploi, Missions locales, APEC, ...

Le CEP ne doit pas être confondu avec le bilan de compétences. Ce dernier peut être réalisé en mobilisant ses droits au CPF.



Qu'apporte le  
CEP ?

Le CEP permet au salarié de bénéficier d'un **conseil et d'un accompagnement personnalisé**, notamment pour identifier :

- ses compétences, dont celles qui seraient transférables dans une perspective de mobilité, les compétences à acquérir pour favoriser son évolution professionnelle en lien avec les besoins économiques existants et prévisibles,
- les dispositifs de formation et les financements disponibles.

Le CEP peut accompagner le salarié dans l'élaboration d'un projet professionnel et définir avec lui un plan d'actions et la stratégie de mise en œuvre, à travers la mobilisation de son **CPF**, ou d'un **entretien professionnel** dans son entreprise.



## III. L'entretien Professionnel



Pour vous permettre d'être acteur ou actrice de votre évolution professionnelle, vous bénéficiez périodiquement d'un entretien professionnel organisé et réalisé par votre entreprise.

Cet entretien est **consacré à vos perspectives d'évolution professionnelle, notamment en termes de qualifications et d'emploi.**

Il comporte également des informations relatives à la VAE, à l'activation de votre CPF, aux abondements de ce compte que votre employeur est susceptible d'accorder, et au CEP.





Périodicité de  
l'entretien ?

C'est votre entreprise qui organise et détermine la fréquence des entretiens, sachant que cette fréquence ne peut être inférieure à 6 mois, et que vous devez bénéficier **d'au moins 2 entretiens professionnels et d'un entretien professionnel récapitulatif par période de 6 ans.**

Cette période de 6 ans se compte en années civiles.

Par ailleurs et si vous n'en avez pas bénéficié depuis plus de 24 mois, vous pouvez, de droit, en faire la demande.

En cas de suspension de votre contrat de travail (à l'exception des congés annuels), le terme de période des six années est reporté d'autant.

En ce qui concerne les salariés recrutés dans le cadre de contrats en alternance, qui ont par définition bénéficié d'action de formation dans le cadre du contrat, le décompte des périodes des six années débute à l'issue de la transformation de celui-ci en CDI.

En tout état de cause, **un entretien doit systématiquement vous être proposé** par votre entreprise si vous reprenez votre activité à l'issue :

- d'un congé de maternité ou d'adoption,
- d'un congé parental d'éducation,
- d'un congé de proche aidant,
- d'une période d'activité à temps partiel faisant suite à un congé de maternité ou d'adoption, d'un congé de soutien familial,
- d'un congé sabbatique,
- d'une période de mobilité volontaire sécurisée,
- d'un arrêt pour longue maladie ou d'un mandat syndical.

Il peut également être proposé sur demande du médecin du travail.



Contenu de  
l'entretien ?

**Il est distinct, dans son objet, de l'entretien annuel d'évaluation**, mais ces deux entretiens peuvent être organisés à la suite l'un de l'autre.

L'entretien a lieu **pendant le temps de travail**.

Au cours de l'entretien, **vous ferez le point avec votre employeur sur votre parcours professionnel** et vous chercherez à identifier les compétences nouvelles à acquérir ou à perfectionner afin **d'envisager les perspectives d'une évolution professionnelle future**, ainsi que les possibilités de formation associées, et notamment les modalités d'utilisation de votre CPF. Les propositions émises le cas échéant lors de l'entretien professionnel sont formalisées par écrit sur un document mis à votre disposition.

L'entretien professionnel peut également conduire à envisager le soutien d'un Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) qui, en accord avec le manager, se déroulera sur le temps de travail. Cet entretien donne lieu à la rédaction d'un document dont une copie vous est remise ou mise à votre disposition sous forme dématérialisée.



Un état des lieux  
récapitulatif  
tous les 6 ans

**Tous les 6 ans**, l'entretien professionnel fait un **état des lieux récapitulatif** de votre parcours professionnel qui donne lieu à la rédaction d'un document dont une copie vous est remise ou mise à votre disposition sous forme dématérialisée.

Cet entretien permet de vérifier que vous avez bénéficié, au cours des 6 dernières années, des entretiens professionnels et d'apprécier si vous avez :

- suivi au moins une action de formation,
- acquis des éléments de certification par la formation ou la VAE,
- bénéficié d'une progression salariale ou professionnelle,
- le salarié pour lequel l'employeur de plus de 50 salariés n'a pas respecté cette obligation bénéficie d'un abondement de son CPF.

***[Vous retrouverez l'ensemble des informations contenues dans ce livret dans l'Accord du 7 juillet 2020 sur la formation professionnelle dans les télécommunications](#)***

